

TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II



PAGE 2

CARIFORUM EPA

APPUI EN VUE D'AMÉLIORER LA MISE EN
ŒUVRE DE L'APE CARIFORUM-EU
FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGE 6

ÎLE MAURICE

RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ À L'EXPORTATION
POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE À MAURICE,
EN PARTICULIER DANS LE CONTEXTE DE MISE EN
ŒUVRE DE L'APE INTÉRIMAIRE
MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGE 6

MSG SECRETARIAT

APPUI EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES
CAPACITÉS AU SECRÉTARIAT DU GMFL ET
POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES SERVICES
RÉGIONAUX DE FACILITATION DES ÉCHANGES
MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGE 5

COMMUNAUTE D'AFRIQUE DE L'EST

APPUI À LA CAE EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE
DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE TRIPARTITE-
POLITIQUE COMMERCIALE ET DÉVELOPPEMENT
DES EXPORTATIONS VERS LE MARCHÉ DE L'UE
MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGE 5

SFIP+NIOUE

APPUI CIBLÉ AU SFIP POUR RENFORCER LES
CAPACITÉS EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES
CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE (CPC)
ET DE L'AGENDA COMMERCIAL GLOBAL DANS
LA RÉGION DU PACIFIQUE, ET À L'ÎLE DE NIOUÉ
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SA TPF
MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGE 7

CEEAC

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
COMMERCIALES DE LA CEEAC
PHASE DE DEMARRAGE

PAGE 7

CAMEROON

OPTIMISATION DE L'ACCÈS AU MARCHÉ ET
DES OUTILS JURIDIQUES LIÉS À LA POLITIQUE
COMMERCIALE DU CAMEROON
LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROGRAMME



PAGE 8 - COMMUNAUTE D'AFRIQUE DE L'EST

TABLE RONDE DE LA CAE SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

CARIFORUM APE

APPUI EN VUE D'AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE DE
L'ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE CARIFORUM-EU

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

En janvier 2017, l'unité de mise en œuvre de l'APE de la Direction du CARIFORUM, avec l'aide du programme Tradecom II, a lancé un programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) CARIFORUM-EU. Le programme comporte plusieurs volets servant deux principaux objectifs:

1. Améliorer l'environnement juridique et réglementaire dans les États du CARIFORUM afin de créer un cadre idéal pour la croissance économique ; et
2. Renforcer les capacités au sein de l'unité de mise en œuvre de l'APE afin de promouvoir l'application effective de l'APE.



CRÉER UN RÉGIME JURIDIQUE POUR PROMOUVOIR LA LIBRE CIRCULATION DES ARCHITECTES AU SEIN DE LA CARIFORUM

Les États membres du CARIFORUM se sont engagés à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans l'ensemble de la région. Les professionnels qualifiés qui sont des nationaux d'un membre du CARIFORUM ont le droit d'offrir leurs services dans un autre État membre. Un régime juridique est nécessaire pour limiter ou réduire au maximum les obstacles au transfert des qualifications professionnelles d'un pays à l'autre.

Dans le cadre de ce volet du programme, un Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) des qualifications professionnelles des architectes au sein du CARIFORUM a été élaboré. Le présent Accord sera le premier de ce type dans le CARIFORUM.

Les volets essentiels de l'ARM ont été négociés précédemment par les architectes de la région à travers un organe représentatif, le Comité de Reconnaissance Mutuelle des Architectes des Caraïbes (CAMRAC). L'ARM crée une norme harmonisée pour les qualifications professionnelles qu'un architecte agréé du CARIFORUM désirant exercer dans un autre État membre de la même organisation est tenu de respecter. La norme harmonisée s'appuie sur les exigences internationales, étant donné que le présent ARM sert également d'instrument préparatoire pour entamer des négociations avec l'Union européenne, (et vraisemblablement avec d'autres pays/régions) en vue de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles des architectes CARICOM/CARIFORUM. L'accord ne modifie pas les conditions d'inscription d'un architecte dans sa juridiction nationale. L'adoption de l'ARM par les pays du CARIFORUM sera

conditionnée à une reconnaissance par les comités chargés des inscriptions dans lesdits pays des qualifications des architectes du CARIFORUM répondant aux exigences de l'ARM.

Le Projet de loi sur la réglementation des services professionnels relatif à l'inscription des architectes a été préparé dans le cadre de ce volet du projet et fait en ce moment, l'objet d'examen par les États. L'avant-projet de loi type intègre les éléments de politique adoptés par le CARIFORUM depuis la promulgation de plusieurs lois existantes : (i) l'exigence d'une licence annuelle pour les architectes inscrits ; (ii) les exigences en matière de perfectionnement professionnel et, si possible, d'assurance de responsabilité civile professionnelle ; (iii) l'utilisation des frais perçus par le comité chargé des inscriptions pour financer ses opérations ; et iv) l'exigence d'un code de déontologie, dont une enquête réalisée en 2013 auprès des membres de la profession a indiqué qu'il n'était utilisé que dans 50 % des États du CARIFORUM. Les dispositions de l'avant-projet de loi type contenant ces nouveaux éléments de politique peuvent être utilisées pour modifier la législation de ces États avec un cadre existant pour réguler la pratique de l'architecture.

En plus du projet de loi sur la réglementation des services professionnels, quatre autres projets de loi type ont été révisés dans le cadre du programme :

1. Immigration (entrée et séjour temporaire) des prestataires de service de l'UE
2. Réglementation en matière de télécommunication [Commission/Autorité]
3. Interconnexion et accès aux installations
4. Services de transport maritime international

Pour mieux assister les États dans l'examen du projet de loi révisé, un rapport de synthèse des décisions prises sur chaque projet de loi est en préparation.



AMÉLIORER LA TRANSPARENCE EN MATIÈRE DE CIRCULATION DES MARCHANDISES DANS LE CADRE DE L'APE

Un autre volet du programme a consisté à appuyer le processus de mise à jour des listes tarifaires qui mettent en œuvre les engagements en matière de libéralisation des APE pris par les États du CARIFORUM. Les codes tarifaires utilisés lors de la signature des APE en 2008 ont laissé la place à ceux de 2017 (HS 2017). La liste tarifaire actualisée indiquera également les périodes d'élimination progressive (finissant en 2033) choisies par les États du CARIFORUM des tarifs douaniers sur les produits importés de l'UE.

Les codes tarifaires actualisés permettront également aux responsables gouvernementaux, aux commerçants et autres entrepreneurs de disposer d'informations précises et exactes en matière de traitement de marchandises dans le cadre de l'APE.



APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS POUR LE SUIVI DE L'APE

À l'article 5 de l'APE, l'UE et les États du CARIFORUM ont convenus d'assurer de façon continue le suivi de l'exécution de l'Accord. L'objectif de ce suivi permanent est de s'assurer de la bonne mise en œuvre de l'Accord et de l'optimisation des retombées attendues de l'Accord pour le secteur public, le milieu des affaires et la population en général.

Dans le cadre du volet de ce programme, un projet de cadre pour atteindre cet objectif a été conçu. Ce cadre est destiné à servir de proposition du CARIFORUM en vue de la création d'un mécanisme de suivi conjoint CARIFORUM-EU pour l'APE.

Le projet de cadre a pris en compte deux considérations clés:

1. La nécessité de s'appuyer sur les cadres de suivi existants utilisés par d'autres organisations régionales. Ceci était

essentiel pour réduire la charge de travail supplémentaire et l'utilisation des ressources limitées dans la conception et la mise en œuvre du cadre ; et

2. Intégrer les rétroactions des États du CARIFORUM en tant que responsables de la mise en œuvre du cadre de suivi.

Le cadre propose une évaluation de l'APE selon ses objectifs principaux, en utilisant des mesures et indicateurs concrets. L'un des objectifs majeurs de l'APE, par exemple, est de promouvoir les conditions permettant d'améliorer les investissements, la compétitivité, et la croissance économique dans la région du CARIFORUM. Le système conçu fournira la base pour le suivi de la mise en œuvre conformément à cet objectif, mais aussi pour l'évaluation de l'impact de son exécution. Le suivi permettra également aux États de déterminer où et comment améliorer le rendement de la mise en œuvre de l'APE ainsi que la meilleure façon de tirer parti de l'APE dans la quête des objectifs ultimes de développement durable et d'élimination de la pauvreté.

PROCHAINES ÉTAPES

Un examen à mi-parcours du programme a permis à la direction, à l'unité de gestion du programme (UGP) TradeCom II, et aux responsables de la mise en œuvre du programme d'évaluer les progrès réalisés, identifier les défis et les moyens d'y faire face. Au bout de six mois, environ 65 % des objectifs du programme avaient été atteints.

Au cours des quelques mois restants pour la mise en œuvre du programme, les documents suivants seront révisés et finalisés, avec en ligne de mire leur adoption par les États du CARIFORUM:

Loi type et guides à incorporer :

- 🌐 Immigration (entrée et séjour temporaire) des prestataires de service de l'UE
- 🌐 Réglementation en matière de télécommunication [Commission/Autorité]
- 🌐 Interconnexion et accès aux installations
- 🌐 Services de transport maritime international

Documents pour promouvoir la création d'un régime juridique afin de faciliter le déplacement des architectes:

- 🌐 Accord de reconnaissance mutuelle pour le mouvement des qualifications professionnelles des architectes
- 🌐 Projet de loi portant sur la mise en œuvre de l'ARM
- 🌐 Projet de loi relatif à l'inscription des architectes
- 🌐 Guide pour l'incorporation des projets de loi type

Améliorer la transparence en matière de circulation des marchandises dans le cadre de l'APE

- 🌐 Appendice I de l'annexe II de l'APE (la liste tarifaire de l'EPA) dans le SH 2017
- 🌐 Annexe II du protocole de l'APE (règles d'origine de l'APE) dans le SH 2017

Suivi de l'APE

- 🌐 Le projet de texte définitif du CARIFORUM relatif au cadre pour le suivi et l'évaluation de l'APE

ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

ETAT D'AVANCEMENT DE LA COMPOSANTE "ASSISTANCE TECHNIQUE"

266
TOTAL DES DEMANDES DE PROJET

232
PROJECTS ADMIS

REGROUPES EN:

85
PROGRAMMES

81
PROJECTS
SOUS-EXECUTION

6
PROJECTS
RETIRES /
REFORMULES

28
PROJECTS
REJETES

2
PROJECTS RETIRES

140+
PROJECTS
A METTRE EN ŒUVRE
DANS LE DP2 (MAY 2018)

REGROUPÉES EN:
23
PROGRAMMES

2
PROGRAMMES

REGROUPÉES EN:
60+
PROGRAMMES

REPARTITION DES PROGRAMMES PAR OBJECTIF DU "PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE"

CAPACITÉS DES INSTITUTIONS
COMMERCIALES NATIONALES ET
REGIONALES RENFORCEES



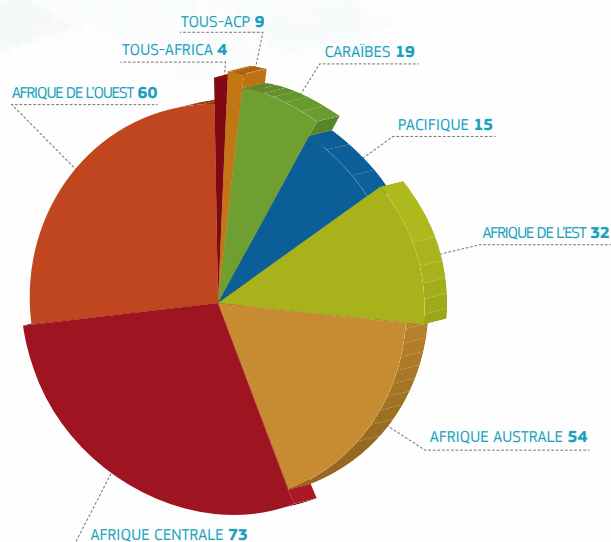
CAPACITÉS EN NEGOCIATION COMMERCIALE
DES BÉNÉFICIAIRES ACP RENFORCEES
ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS



FACILITATION DES ECHANGES
COMMERCIAUX ET LA COMPETITIVITE DU
SECTEUR PRIVE AMELIOREES



REPARTITION REGIONALE DES REQUETES



REPARTITION REGIONALE DES PROJETS



COMMUNAUTE D'AFRIQUE DE L'EST

APPUI CIBLÉ À LA CAE EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE TRIPARTITE-POLITIQUE COMMERCIALE ET DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS VERS LE MARCHÉ DE L'UE

MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

La première réunion de gestion, présidée par le directeur du commerce, a eu lieu le 8 août 2017 après l'adoption du rapport final. La réunion avait pour objectif d'examiner la mise en œuvre du programme. Le chef d'équipe a souligné certains des principaux défis à relever pour faire avancer le programme, en insistant sur la nécessité de les intégrer lors de l'examen du calendrier d'exécution. Le chef d'équipe a insisté sur le fait que le rééchelonnement interne de certaines activités n'aurait aucun impact sur le calendrier d'exécution global et que le programme est sur la bonne voie. On estime que, malgré des retards au démarrage, les résultats du programme seront visibles dans le délai de 12 mois prévus.

Le mois d'août a été consacré à la préparation de la mission sur le terrain poste frontière unique (OSBP) et à la session sur le régime commercial simplifié (STR) lié aux barrières non tarifaires (BNT). De plus, l'expert principal 1 a effectué une visite sur le terrain à Arusha en août, au cours de laquelle les questions relatives aux dispositions logistiques pour les futures visites OSBP et aux formations STR ont été traitées. Par ailleurs, l'équipe travaille sur l'élaboration des différents rapports provisoires, qui ont été soumis à une deuxième et à une troisième série de commentaires et de discussions en interne.

SFIP AND NIOUE

APPUI CIBLÉ AU SFIP POUR RENFORCER LES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE (CPC) ET DE L'AGENDA COMMERCIAL GLOBAL DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE, ET À L'ÎLE DE NIOUÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SA TPF

MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Le programme a bien progressé depuis le lancement des activités en mars 2017, et il existe toujours un vaste consensus entre l'équipe en charge du programme, le Trade Com II, et les deux bénéficiaires du programme sur les résultats et les activités du programme, le calendrier, et la méthodologie. À ce stade, les volets « régionaux » et « nationaux » du programme sont à un niveau relativement avancé.

S'agissant du principal produit du volet régional, le manuel régional sur l'intégration des politiques commerciales, il est au stade final de son élaboration et un projet détaillé sera prochainement soumis au TradeCom II et au bénéficiaire. Une fois finalisé, le projet de manuel sera remis aux États ACP pour adoption et constituera la base d'un atelier régional lors des dernières phases du programme.

Les activités dans le cadre de ce volet national (lancé sur l'île de Nioué à la mi-mai) sont presque achevées. Les travaux de synthèse sur le TPF et la matrice d'exécution ont été achevés, les activités de formation et de renforcement des capacités ont également été menées à terme. Une assistance en vue de l'organisation d'une réunion du NTC a été apportée et cette dernière a eu lieu. Concernant les activités douanières, un examen complet de la réglementation douanière a été effectué

et soumis aux autorités de l'île de Nioué et des consultations ont été entreprises avec les parties prenantes.

Suite aux travaux engagés au cours de la mission en mai et juin, les deux principales contributions techniques dans le cadre du volet national ont été présentées en août.

Les activités de visibilité ont également progressé, et toutes les entrevues requises sauf une - qui seront utilisées dans les premières courtes vidéos du programme - avec les parties prenantes de Nioué ont été réalisées.

Suite à la réalisation des principales activités du volet régional et national, des travaux ont été entrepris pour l'organisation de l'atelier régional sur l'intégration des politiques douanières, provisoirement prévu début novembre. À ce stade, un projet d'organisation des travaux et d'ordre du jour est en cours d'élaboration, de même qu'un recensement des participants et des bénéficiaires.

ÎLE MAURICE

RENFORCER LA COMPETITIVITE A L'EXPORTATION POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE A MAURICE, EN PARTICULIER DANS LE CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'APE INTERIMAIRE

MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Après la réunion de démarrage et des discussions approfondies avec le Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, un ensemble de critères qui servira de base à la sélection des entreprises qui bénéficieront de l'appui du programme a été convenu. Le principal bénéficiaire – le Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international – et l'équipe d'assistance technique se sont également accordés sur un processus de sélection des entreprises participantes. Cette première procédure de sélection a jeté les bases vers l'atteinte des résultats identifiés dans le cadre de référence (TOR).

Entre début août et début septembre, une liste totale de 83 entreprises locales potentielles a été remise à l'équipe d'assistance technique par les participants au programme, y compris BOI, MEXA, MCCI, Entreprise Mauritius, et NWECC. Cette première liste a été examinée avec l'équipe MOBEC et SMEDA affectée en vue d'identifier les entreprises les moins adaptées à la portée du programme, par exemple les entreprises dont les produits n'ont pas encore été importés. À l'issue de cet exercice, la liste a été réduite à 60 petites et moyennes entreprises (PME) et l'équipe d'assistance technique a contacté chacune d'elles

pour obtenir des informations complémentaires sur leurs produits, activités, etc. 37 PME appartenant à cette dernière liste ont par la suite reçu une première visite de l'équipe d'assistance technique. Chacune des visites a duré au moins cinq heures et a permis (i) d'avoir des données plus précises sur les besoins de chaque entreprise et (ii) un premier parrainage.

Enfin, 32 entreprises ont été sélectionnées pour participer aux activités dans le cadre du programme. La liste finale a été examinée et approuvée par le principal bénéficiaire, en l'occurrence le Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international et toutes les autres parties prenantes au programme.

À la suite d'une visite sur le terrain, l'AT a relevé que les PME avaient besoin d'une assistance dans les principaux domaines suivants:

- 🌱 Développement commercial, y compris le marketing en ligne, la croissance des exportations, etc.; et
- 🌱 La gestion de la qualité, y compris les normes, les certifications et les exigences en matière d'exportation, etc

MSG SECRETARIAT

APPUI EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AU SECRÉTARIAT DU GMFL ET POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES SERVICES RÉGIONAUX DE FACILITATION DES ÉCHANGES

REUNION DE DEMARRAGE

L'équipe d'experts d'Enabling Environments a organisé sa mission initiale pour lancer officiellement cette intervention d'assistance technique le 14 août 2017, avec une réunion préliminaire organisée avec M John Licht (directeur de programme, division du commerce et de l'investissement - secrétariat du GMFL), le coordonnateur du secrétariat du GMFL pour la mise en œuvre de ce programme. Au cours de la réunion de lancement, plusieurs aspects du programme ont été abordés en vue de clarifier des questions et de tracer une voie claire pour la mise en œuvre de tous les trois (3) aspects du programme.

D'autres réunions ont été organisées avec des membres spécifiques de l'équipe au sein du secrétariat du GMFL, étant donné leur rôle et leur relation avec la Division du commerce et de l'investissement. Plus précisément, l'équipe a rencontré M David Hopa, gestionnaire du programme de la Division du développement économique et l'Ambassadeur Amena Yauvoli, le directeur général du secrétariat du GMFL. L'équipe d'experts d'Enabling Environments Ltd a également utilisé la mission de mise en route pour discuter avec quelques membres de l'industrie du transport aérien afin d'avoir leurs points de vue sur les questions relatives à la dimension 2 de ce programme.

L'équipe a donc obtenu des directives spécifiques des bénéficiaires par rapport à l'approche à mettre en œuvre pour identifier les difficultés qui entravent le bon fonctionnement du secrétariat du GMFL pour le suivi des flux commerciaux, ayant été avisée qu'il fallait envisager d'évaluer les systèmes, les processus et les arrangements institutionnels qui existent dans les pays membres du GMFL bénéficiaires pour ce qui est du contrôle des flux commerciaux. En outre, il a été confirmé qu'il fallait tirer parti des enseignements de la Commission des transports maritimes du Pacifique central et continuer à s'appuyer sur l'étude de base sur les transports maritimes entreprise en 2016 dans le cadre de l'évaluation des goulots d'étranglement qui entravent l'efficacité avec laquelle les services de facilitation des échanges sont fournis.

En ce qui concerne l'élaboration du répertoire des entreprises du GMFL, l'équipe « d'Enabling Environments » a été instruite de s'appuyer sur les précédents travaux entrepris par le Projet d'assistance technique intégré du Pacifique, tout en relevant que d'autres éléments doivent également être intégrés.

CEEAC

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES DE LA CEEAC

PHASE DE DEMARRAGE

Ce projet a été attribué à la société Soges et le contrat a été signé le 21 juillet 2017 pour une durée de 9 mois.

Les objectifs particuliers du présent marché sont les suivants :

- ➊ Améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la stratégie d'Aide pour le commerce ;
- ➋ Assurer une meilleure appropriation nationale et régionale des conclusions de la 10ème conférence ministérielle de l'OMC ;
- ➌ Contribuer à la mise en place d'un dispositif pour favoriser le développement des capacités technologiques, l'innovation et la compétitivité des pays de l'Afrique centrale.

La mission de démarrage a eu lieu la semaine du 7 août, pendant laquelle les experts ont échangé avec la CEEAC sur ses attentes par rapport au projet et ont mené des consultations préliminaires avec la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), les autorités Gabonaises et celles de l'université de Yaoundé II, SOA (Cameroun).

Au cours de la réunion, les parties ont examiné les termes de référence et la portée du programme, y compris ses activités clés et le calendrier de mise en œuvre.

Le Secrétariat de la CEEAC envisage de partir de ce projet pour structurer son accompagnement des Etats membres dans l'agenda du commerce et développement et à cet effet a demandé que toutes les activités soient alignées avec le traité et dispositions juridiques et réglementaires de la CEEAC. Le Secrétariat aussi confirme la nécessité de se focaliser sur le besoin de remédier aux déficits de capacités de l'Afrique Centrale sur la problématique du commerce et l'intégration régionale, et a salué le besoin de mobiliser les universités et instituts de formation sur le commerce et développement dans la sous-région, notamment en capitalisant sur les acquis de l'université de Yaoundé II (SOA – Cameroun) à travers l'organisation des cours de formations de l'OMC, le DESS en politiques commerciale en partenariat avec l'OIF, et la programme de Gestion de Politiques Economiques (GPE). L'université de Yaoundé II a aussi marqué sa disposition à collaborer avec la CEEAC dans le cadre de ce projet, y compris dans une perspective de long-terme.

Le premier atelier de formation sur le thème « Renforcement de la Participation de l'Afrique Centrale dans les Négociations Commerciales » aura lieu à Yaoundé (Cameroun) du 25 au 27 Octobre 2017 et se déroulera sur trois journées.

CAMEROUN

OPTIMISATION DE L'ACCÈS AU MARCHÉ ET DES OUTILS JURIDIQUES LIÉS À LA POLITIQUE COMMERCIALE DU CAMEROUN

LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROGRAMME

Ce projet a été attribué à la société Transtec et le contrat a été signé le 16 Mars 2017 pour une durée initiale de 8 mois qui a été ensuite prolongé à 10 pour le remplacement du Chef de projet pour des raisons de santé.

Ce projet se divise en deux objectifs et composantes étroitement liées, censés contribuer à l'objectif général qui vise le développement économique durable au Cameroun à travers l'accroissement des exportations du Cameroun vers l'Union européenne

- ➊ Opérationnalisation de la stratégie nationale des exportations, incluant les opportunités commerciales offertes par le nouvel APE
- ➋ Meilleure prévention des différends commerciaux impliquant le Cameroun en tenant compte de ses impératifs de développement

La mission de démarrage qui s'est tenue du 5 mai au 14 mai 2017 à Yaoundé e a permis aux experts de discuter les Termes de Références et le calendrier de mise en œuvre avec le bénéficiaire, le Ministère du Commerce.

Les besoins exprimés par le bénéficiaire relatifs à la première composante du projet portent davantage sur la nécessité de rendre opérationnelles les stratégies existantes que de les définir. De plus, compte tenu du fait que ce projet s'inscrit dans le cadre

de la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE), il est demandé que l'accent soit mis sur l'accès des produits et des services camerounais au marché européen. Les experts ont commencé le travail de recherche documentaire, de consultation et analyse des documents pertinents pour procéder ensuite à la rédaction de la cartographie d'accès au marché (résultat 1.1) et la stratégie nationale d'exportation (résultat 1.2).

La deuxième composante porte sur deux volets : le premier concerne la facilitation des opérations d'accès aux marchés des pays tiers et le deuxième permet de lutter contre des importations qui causent un préjudice matériel à une branche de production nationale. Cette composante est étroitement liée à la première dans la mesure où elle met déjà en œuvre certaines des recommandations qui seront élaborées dans le but de remédier aux difficultés liées à la compétitivité des produits et services camerounais.

Dans le cadre de cette deuxième composante des formations sont prévues sur le thème de la prévention et le règlement des différends, la rédaction des contrats commerciaux et les contentieux commerciaux. Un autre cycle de formation portera sur les procédures anticoncurrentielles et la mise en place d'un protocole d'alerte et de veille autour des pratiques anticoncurrentielles. Il est enfin prévu que les formations auront lieu au courant des mois de novembre et décembre 2017



COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST

TABLE RONDE DE LA CAE SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Le secrétariat de la CAE a organisé une conférence-table ronde sur la facilitation des échanges, rassemblant les partenaires qui travaillent avec la CAE dans la mise en œuvre de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE). Il s'agissait de donner l'opportunité aux parties prenantes d'examiner la collaboration et la coordination des partenaires de développement en lien avec les divers volets du plan régional de l'AFE.

La table ronde s'est tenue le 27 septembre 2017 au siège de la CAE situé à Arusha (Tanzanie) et a vu la participation des représentants de la CNUCED, de l'OMC, de l'OMD ainsi que des États membres de la CAE. Dans ce contexte, le programme TradeCom II a été invité à la table, étant donné que l'UGP a reçu mandat pour soutenir les pays et région ACP dans le but d'accroître leur capacité commerciale. La mission a été menée par Poonam D. Mohun, expert en commerce régional.

L'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) a été adopté par le Conseil général de l'OMC en novembre 2014. L'AFE vise à faciliter le commerce à travers la simplification, l'harmonisation et la standardisation des procédures commerciales et en les rendant transparentes afin de réduire le temps et le coût d'une opération commerciale. La facilitation des échanges est essentielle pour promouvoir la compétitivité commerciale et la croissance économique dans les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA).



L'AFE de l'OMC a pour but d'accélérer la circulation des marchandises au sein des pays en supprimant les entraves et en déclenchant des réformes en matière de facilitation des échanges. L'AFE comporte également des engagements pris par les pays en développement et développés relativement à sa mise en œuvre. En effet, les pays en développement et les pays développés doivent mettre en œuvre les mesures selon leur capacité, et les pays développés ont l'obligation d'aider les membres en développement à se doter des capacités nécessaires.

Les États partenaires de la CAE ont décidé de coordonner la mise en œuvre de l'AFE en tant que bloc en créant une sous-commission de facilitation des échanges régionaux et en développant un plan d'action régional pour la mise en œuvre de la facilitation des échanges de l'AFE dans le but de coordonner la mise en œuvre de l'AFE au niveau de la région CAE. La CAE assure également la convergence des plans nationaux de mise en œuvre et coordonne le renforcement des capacités et la sensibilisation des parties prenantes à la facilitation des échanges.

Au cours de la table ronde, la CAE a présenté les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'AFE et le plan d'action soulignant les principales priorités au niveau national et l'évaluation de la situation d'avancement au niveau international particulièrement à l'OMC et à l'OMD.



Pour conclure, les participants à la table ronde ont convenus que la CAE élaborera une note de conceptuelle qui résume les questions clés en matière de mise en œuvre de l'AFE en termes de coordination et d'identification des projets qui requièrent l'appui des donateurs. La note conceptuelle doit intégrer, entre autres, un mécanisme de programmation et de coordination entre la CAE et les partenaires de développement qui présente la cartographie des projets existants, identifie les domaines nécessitant un appui et favorise le dialogue continu. De plus, elle prévoira une interconnectivité transfrontalière des systèmes pour promouvoir l'échange d'informations et le renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de l'accord de facilitation des échanges.

La table ronde a également réaffirmé le besoin de renforcer le lien entre les comités nationaux de facilitation des échanges et les sous-commissions sur l'accord de facilitation des échanges en vue d'améliorer la planification, la rétroaction et de développer un mécanisme de suivi et d'évaluation complet pour contrôler le rendement de la mise en œuvre de l'AFE.



PROCHAINS EVENEMENTS

SFIP ET NIOUE - APPUI AU SFIP POUR RENFORCER LES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE (CPC) ET DE L'AGENDA COMMERCIAL GLOBAL DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE, ET À L'ÎLE DE NIOUÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SA TPF

ATELIER FINAL DU PROGRAMME | **NADI, ÎLES FIDJI; 30-31 OCTOBRE 2017**

CEDEAO/UEMOA - ELABORATION D'OUTILS PÉDAGOGIQUES DE FORMATION ET DE DIVULGATION DE L'APE CEDEAO/UE ET MISE EN PLACE D'UN CADRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE JURIDIQUE AUX ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE DOMAINE DES CONTENTIEUX COMMERCIAUX

SEMINAIRE DES PARLEMENTAIRES DE LA CEDEAO ET DE LA MAURITANIE "NOUVELLE POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO ET L'APE AO-UE" | **ABUJA; 02-03 NOVEMBRE 2017**

ATELIER DE FORMATION DES JURISTES "LA COOPÉRATION ET L'ASSISTANCE JURIDIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE" | **OUAGADOUGOU; 6 – 9 NOVEMBRE 2017**

ATELIER FINAL DU PROGRAMME "ELABORATION D'OUTILS PEDAGOGIQUES DE FORMATION ET DE DIVULGATION DE L'APE CEDEAO-UE ET MISE EN PLACE D'UN CADRE REGIONAL D'ASSISTANCE JURIDIQUE AUX ETATS D'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE DOMAINE DES CONTENTIEUX COMMERCIAUX " | **OUAGADOUGOU; 9 NOVEMBRE 2017**

OECS - COMMON OECS SERVICE AND FISHERIES TRADE POLICIES

ATELIER DE FORMATION "OECS FISHERIES SUBSIDIES" - **SAINT LUCIA; 8-10 NOVEMBRE 2017,**

AFRICAN UNION

5^E ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE (APE), RÉUNION DE COORDINATION - HARARE, ZIMBABWE; 7-9 NOVEMBRE 2017

Lexique

ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle	PIFs	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	PME	Petite et moyenne entreprise
APE	Accord de partenariat économique	PTCI	Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
ACR	Accord commercial régional	PTP	Partenariat transpacifique
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique	RCEP	Partenariat économique régional global
BNT	Barrières non tarifaires	SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
BTC	Barrières techniques au commerce	UE	Union européenne
CARICOM	Communauté caribéenne	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
CARIFORUM	Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique	UGP	Unité de gestion de programme
CCI	Centre du commerce international	ZLE	Zone de libre échange
CEA/ONU	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique	ZLET	Zone de libre-échange tripartite
CPC	Cadre de politique commerciale		
CPCN	Cadre de la politique commerciale nationale		
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale		
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique occidentale		
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement		
DAU	Document Administratif Unique		
DG DEVCO	Direction Générale pour la Coopération internationale et développement		
GMFL	Groupe mélanésien Fer de lance		
JED	Journées européennes du développement		
OECD	Organisation des États des Caraïbes orientales		
OIF	Organisation internationale de la Francophonie		
OMC	Organisation mondiale du commerce		
OMD	Organisation mondiale des douanes		
OTC	Obstacles techniques au commerce		
PACPS	États ACP du Pacifique		

TRADECOM II PROGRAMME

  BUILDING ACP TRADE CAPACITY
RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35
1040 Bruxelles - Belgique

☎ 0032 (0)2 739 00 60

✉ contact@trade-com-acpeu.org

🌐 www.trade-com-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

🐦 @TradeCom_2

🐦 @Tender_TradeCom